



Centre de détention de Nantes

68 Boulevard Albert Einstein
44300 NANTES

MAITRE D'OUVRAGE
D.I.S.P. Grand Ouest
Département des affaires
immobilières
18 bis rue de Châtillon
CS 23131
35 031 RENNES Cedex

MAITRE D'ŒUVRE
A.F.T.I.
29 rue de Lorient
35 000 RENNES

BUREAU D'ETUDES
STRUCTURES
BA CONCEPTION
Immeuble LE LEJON
2 rue de la Croix Lormel
22190 PLERIN

OPC
BA INGENIERIE
Immeuble LE LEJON
2 rue de la Croix Lormel
22190 PLERIN



Cahier des Prescriptions Communes

Mise en sécurité incendie – Phase 1

PRO
Indice 0

BA CONCEPTION
Immeuble LE LEJON
2 rue de la Croix Lormel - **22190 PLERIN**
Tel : 02.96.33.44.18
Rédacteur : J. DIAMANT
Contact : jeremy.diamant@baingenierie.fr

LISTE DES LOTS

LOT 01 Désamiantage-démolitions

LOT 02 SSI-Désenfumage-Courants Faibles

LOT 03 03 Aménagements intérieurs:

- 03 Installation de chantier et Gros Œuvre
- 03 Plâtrerie et Menuiserie Intérieures et faux plafonds
- 03 Revêtements de sols et peinture et autres finitions

LOT 04 Serrurerie et Menuiseries Extérieures

MAITRE D'OUVRAGE

D.I.S.P
18 rue de Châtillon
CS 23131
35031 RENNES CEDEX

MAITRE D'ŒUVRE

AFTI
29, Rue de Lorient
35000 RENNES
Tel: 02 99 54 95 44

BUREAU D'ETUDE STRUCTURES

BA CONCEPTION
2 Rue de la Croix Lormel
22190 PLERIN
Tel: 02 96 33 44 18

OPC

BA INGENIERIE
2 Rue de la Croix Lormel
22190 PLERIN
Tel: 02 96 33 44 18

LISTE DES PLANS

LISTE DES PLANS BA INGENIERIE - EXISTANT - PROJET

EXISTANT

- 0.10 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée
- 0.20 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée - zone d'intervention
- 0.30 Vues en plan du niveaux sous-sol - zone d'intervention

PROJET

- 1.00 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée
- 1.10 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée – ZOOM
- 1.12 Elévation E1 & Coupes AA
- 1.13 Elévation E2 & Coupes BB
- 1.20 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée - zone Phasage / protections
- 1.30 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée / Prestation TCE
- 1.31 Vues en plan du niveaux Sous-sol / Prestation TCE
- 1.40 Vues en plan du niveaux Sous-sol Bât H, A, B, C, E - VTP

LISTE DES PLANS BA INGENIERIE - REPERAGE DES PRESTATIONS PAR LOT

LOT 01 DESAMIANPAGE- DEMOLITIONS

- 2.1.00 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée – Repérage amiante
- 2.1.01 Vues en plan du niveaux 1 – Repérage amiante
- 2.1.02 Vues en plan du niveaux 2 – Repérage amiante
- 2.1.03 Vues en plan du niveaux 3 – Repérage amiante
- 2.1.04 Vues en plan du niveaux 4 – Repérage amiante
- 2.1.05 Vues en plan du niveaux -1 – Repérage amiante

LOT 02 COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLE - SSI

- 2.2.00 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée – Implantation CFO-CFA-SSI
- 2.2.01 Vues en plan du niveaux 1 – Implantation CFO-CFA-SSI
- 2.2.02 Vues en plan du niveaux 2 – Implantation CFO-CFA-SSI
- 2.2.03 Vues en plan du niveaux 3 – Implantation CFO-CFA-SSI
- 2.2.04 Vues en plan du niveaux 4 – Implantation CFO-CFA-SSI
- 2.2.05 Vues en plan du niveaux -1 – Implantation CFO-CFA-SSI

LOT 02 RESEAU VRD

- 2.2.10 Vues en plan de masse – Implantation VRD
- 2.2.11 Vues en plan de masse – Réseau VRD Existant

LOT 02 PLOMBERIE

- 2.2.20 Vues en plan de masse – Implantation plomberie sanitaire PCI

LOT 03 INSTALLATION CHANTIER - GROS ŒUVRE -

- 2.3a1 Plan de situation
- 2.3a2 Plan d'aménagement de la base vie
- 2.3a3 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée - démolition / installation / protections

- 2.3a4 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée – G.O.
- 2.3a5 Elévation E1 & Coupes AA + Elévation E2 & Coupes BB
- 2.3a6 Vues en plan du niveaux Sous-sol – G.O.
- 2.3a7 Vues en plan du niveaux Sous-sol & coupe de principe – VTP – G.O.

LOT 03 PLATRERIE - MENNUIERIE INT - PLAFONDS SUSPENDUS

- 2.3b1 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée – Plâtrerie / & Menuiserie.
- 2.3b2 Elévation E2 & Coupes BB – Menuiserie. Intérieur
- 2.3b3 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée – Plafonds suspendus

LOT 03 REVETEMENTS DE SOLS – PEINTURE & AUTRES FINITIONS

- 2.3c1 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée – Revêtement Muraux et finitions
- 2.3c2 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée – Revêtement de Sols et finitions

LOT 04 SERRURERIES

- 2.41 Vues en plan du niveaux rez-de-chaussée
- 2.42 Elévation E1 & Coupes AA – Menuiserie Extérieur
- 2.43 Elévation E2 & Coupes BB– Menuiserie Intérieure

Sommaire :

DESCRIPTION DE L'OPERATION	6
1. CONTEXTE DU PROJET	6
1.1 Localisation	6
1.2 Contexte général et Accès.....	6
1.3 Sécurité à l'entrée du domaine – Entrée piéton.....	6
1.4 Sécurité à l'entrée du Site – Porte logistique	7
1.5 Description des ouvrages actuels.....	7
2. DONNEES GENERALES.....	7
2.0 Données quantitatives	7
2.1 Repères de niveaux.....	7
2.2 Données structurelles.....	8
2.3 Rapports et reconnaissances AMIANTE ET PLOMB.....	8
3 CONTRAINTES PARTICULIERES ET INSTALLATION DE CHANTIER.....	8
3.1 Solidarité des entrepreneurs.....	8
3.2 Organisation du chantier	8
3.2.1 Sécurité des chantiers et protections de la santé	9
3.2.2 Horaires de chantier.....	10
3.2.3 Autorisations administratives.....	10
3.2.4 Voies de circulation	10
3.2.5 Propreté et nettoyage	10
3.3 Installation de Chantier	10
3.4 Déchets de Chantier	11
3.5 Protection des ouvrages.....	11
3.6 Compte prorata.....	12
4 CONDITIONS DU CONTROLE DE L'EXECUTION.....	12
4.1 Contrôle extérieur.....	12
4.2 Etudes d'exécution - Généralités.....	12
4.3 Bases des études d'exécution.....	13
4.4 Dossier de recollement de l'ouvrage	13
4.5 Autocontrôle et dispositions générales.....	13
5. OUVRAGES PROVISOIRES	14
5.1 Classement des ouvrages provisoires et étaielements	14
5.2 Bois de coffrage – Blindages - Echafaudages.....	14
5.3 Profilés divers pour coffrage – Blindages - Echafaudages	14
5.4 Autres matériaux et fournitures.....	14
7. REMISE DES DOCUMENTS PAR L'ENTREPRENEUR POUR LE "DOE"	14

DESCRIPTION DE L'OPERATION

Le Centre Pénitentiaire de Nantes fait l'objet d'une mise aux normes du système incendie SSI

Les demandes de l'administration pénitentiaire sollicitent la mise aux normes du de l'intégralité du Centre pénitentiaire de NANTES

Les Ouvrages existants ont été construit en 1981. Certain ouvrage ont eu une réfection dans les année 2010 La plupart des réseaux existants font l'objet d'un remplacement pour desservir les nouveaux aménagements.

Les prestations et travaux faisant l'objet de cette opération sont séparés en 4 lots.

Le présent document décrit les prestations communes à tous les lots de l'opération.

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance de l'ensemble des travaux à réaliser dans le cadre de l'opération complète et avoir visité les bâtiments concernés.

1. CONTEXTE DU PROJET

1.1 Localisation

Le projet se situe au centre de la ville de Nantes située en région Bretagne, dans le département de Loire Atlantique ; au 68 boulevard Albert-Einstein dans les quartiers nord de la ville.

1.2 Contexte général et Accès

Les travaux se situent dans l'enceinte du Centre Pénitentiaire dans son intégralité.

Nous attirons l'attention des entrepreneurs sur le fait que le site reste en activité pendant les travaux et que l'intégralité des protocoles de sécurité et accessibilités aux zones de travaux doit avoir été transmis à l'ensemble du personnel et attestée par l'entreprise.

Les approvisionnements et les accès aux postes de travail devront se faire sous contrôle des personnels de l'établissement pénitentiaire et dans les horaires imposés par ces derniers.

Chaque jour, la zone chantier doit être nettoyée méticuleusement, aucun outil ou matériel ne doit être stocké sur le chantier sans autorisation et sécurisation par le personnel de l'établissement.

Les protocoles de sécurité doivent être assimilés par chaque personne employée sur le chantier et leur application doit être vérifiée par le responsable de chaque équipe.

Il est rappelé que l'accès au site de toutes personnes (salariés de l'entreprise, intervenants extérieurs à l'entreprise y compris de façon ponctuelles – livreurs, fournisseurs, contrôleurs, huissiers etc..) est subordonné à une demande préalable d'accès qui doit être adressé à l'établissement 3 jours ouvrées avant l'accès souhaité. La demande sera accompagnée d'une copie d'une pièce d'identité et d'une copie de la carte grise pour les véhicules.

A ce sujet, il est conseillé aux entreprises de solliciter l'accord d'accès pour un nombre plus important que nécessaire pour le personnel d'exécution.

1.3 Sécurité à l'entrée du domaine – Entrée piéton

Toutes les personnes en lien avec le chantier, arrivant à pied et se présentant au portillon du porche doivent d'abord sonner à l'interphone pour obtenir l'accord d'ouverture de la PEP du Centre pénitentiaire

Il ne s'agit pas, alors qu'un agent ayant une carte ouvre le portillon et de se faufiler derrière pour éviter l'appel à l'interphone.

Pour rappel : il est interdit de communiquer avec des détenues. Toutes les personnes faisant preuve d'un comportement mal approprié se verront soumises à des sanctions, et au refus d'accès au domaine.

1.4 Sécurité à l'entrée du Site – Porte logistique

Puisqu'il est manifestement nécessaire de revenir sur les consignes de sécurité, je rappelle que tous les ouvriers, compagnons et autres personnes en lien avec le chantier en cours sont soumis au contrôle du portique situé à la PEP.

- Les personnes à pied doivent passer par la porte puis ensuite sous le portique,
- Les chauffeurs des véhicules doivent descendre du véhicule et passer sous le portique, les autres compagnons devant rentrer à pied suivant la consigne ci-dessus

Elles doivent retirer tous les éléments et les poser dans les bacs tant le portique sonne. Je rappelle aussi que la politesse est de mise en la matière.

Toutes les personnes refusant de passer au portique et/ou faisant preuve d'un comportement mal approprié se verront refusées l'accès à l'établissement.

1.5 Description des ouvrages actuels

Le Centre de détention de Nantes est l'une des 3 structures composant le CP de Nantes avec le QMA de Nantes-Carquefou et le QSL de Nantes.

L'établissement QCD, en mode de gestion publique, a été mis en service en 1981. Il fait partie du parc classique de l'administration pénitentiaire.

La surface SHON (surface hors œuvre nette) est répartie sur 32 629 m². La capacité théorique est de 510 personnes détenues

La vétusté de ce QD oblige le Maître d'Ouvrage à engager sa réhabilitation et sa mise en sécurité dans le cadre des travaux ci-après décrits.

2. DONNEES GENERALES

2.0 Données quantitatives

Les bordereaux fournis avec le dossier de consultation constituent le cadre de la décomposition global et forfaitaire de toutes les offres. Ils doivent être scrupuleusement remplis par les candidats, toute prestation complémentaire doit être identifiable. Ces derniers doivent être transmis sous format « Excel » avec l'offre de l'entreprise sans quoi l'offre ne sera pas analysée et pourra être rejetée.

Les entreprises réaliseront leurs propres quantitatifs, et ne pourront donc prétendre à aucun réajustement de prix, après remise de leurs offres, en cas d'erreur ; ils leur appartient de les soulever en phase consultation.

Le bordereau de l'entreprise devra suivre au mieux la nomenclature du CCTP et du bordereau, sa présentation devra être respectée.

Le format de diffusion du bordereau est obligatoirement sous format Excel.

Tous compléments de prix ou de quantités devront être présentés séparément en fin de bordereau.

2.1 Repères de niveaux

Les niveaux définis sur les plans du Dossier de Consultation et ceux qui pourront être précisés en cours d'exécution sont donnés à titre indicatif, il appartient à l'entrepreneur de faire ses propres relevés et implantations, dans l'existant.

2.2 **Données structurelles**

Ce quartier n'a pas fait l'objet d'un diagnostic structure spécifique, il appartient au lot 03 GROS-ŒUVRE de prévoir dans son offre les prestations d'un ingénieur structure pour reconnaître les ouvrages existants et à réhabiliter dans le cadre de ces travaux (poste études d'exécution).

2.3 **Rapports et reconnaissances AMIANTE ET PLOMB**

Ce dossier a fait l'objet d'un rapport de repérage amiante avant travaux **non exhaustif** (Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti). Pour le chiffrage du lot 01, il sera considéré la présence d'amiante sur les ouvrages décrits au CCTP du lot 01A DESAMANTAGE et du lot 03 GROS ŒUVRE, y compris en l'absence de repérage.

Mais il appartient au lot 01 DESAMANTAGE de prévoir dans son offre les dispositions et analyses réglementaires pour reconnaître les ouvrages existants à démolir dans le cadre de ces travaux au moment de la période de préparation (poste Campagne de sondages pour reconnaissance préalable de la présence d'amiante). Si nécessaire une partie de ces reconnaissances préalables seront diligentées par le Maître d'Ouvrage sous les conseils des entreprises désignées et les préconisations de AFTI & BAINGENIERIE.

3 **CONTRAINTES PARTICULIERES ET INSTALLATION DE CHANTIER**

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris parfaite connaissance des conditions de site et d'accès aux différentes zones de chantier et doivent avoir pris en compte les sujétions qui en résultent dans l'établissement de ses prix.

Nous attirons leur attention sur le maintien des accès aux usagers et personnel pénitentiaire pour le maintien de leurs activités privées et professionnels.

3.1 **Solidarité des entrepreneurs**

Il est confirmé que les entrepreneurs ne devront pas s'autoriser à s'affranchir du projet ou des ordres donnés pour travailler isolément et sans se préoccuper des ouvrages auxquels leurs travaux sont liés et subordonnés.

Ils seront tenus pour seuls responsables des conséquences pouvant résulter des dérogations aux obligations définies ci-avant.

Les entrepreneurs devront provoquer en temps utile, les Ordres de Service et instructions écrites ou figurées, qui pourraient leur faire défaut.

L'entrepreneur de chaque lot se tiendra en liaison constante avec les entrepreneurs chargés des autres lots, afin d'assurer une bonne coordination de ses travaux avec ceux des autres corps d'état (offre groupée tous corps d'état obligatoire).

3.2 **Organisation du chantier**

Les entrepreneurs seront tenus de contracter à leurs frais entiers, toutes les assurances nécessaires pour ces ouvrages qui sont leur propriété.

Après usage, les lieux sur lesquels ils ont été édifiés, seront remis parfaitement en état, aux frais de l'entreprise. L'entrepreneur doit faire son affaire des installations du chantier aux emplacements réservés à cet effet.

L'alimentation principale en eau, et en électricité sont à la charge du Maître d'Ouvrage et mis à disposition des entreprises.

Il doit respecter les contraintes relatives aux constructions voisines et existantes.

Il doit respecter les modalités d'accès et de voirie en accord avec la Mairie et la Police Municipale.

Il veillera pendant tout ce temps à entretenir en bon état les chaussées du domaine public et de l'établissement et procédera à leur nettoyage chaque fois que cela est nécessaire.

Il procédera à la remise en état des ouvrages qu'il aura pu détériorer et devra inclure dans son forfait, tous les travaux de protection réclamés par la ville ainsi que toutes les sujétions de signalisation et de sécurité vis à vis des voies publiques et au sein du chantier.

Il doit anticiper les possibilités et difficultés de stationnement et de circulation. La présence d'un seul véhicule d'entreprise par entreprise sera autorisée dans l'enceinte de l'établissement. Les véhicules assurant l'approvisionnement du chantier seront autorisés de façon ponctuelle et devront faire l'objet d'une programmation en accord avec le directeur technique de l'établissement.

Il doit respecter les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

L'entrepreneur demeure responsable des dégradations causées sur les propriétés voisines, les bâtiments existants du domaine et sur la voie publique.

L'entrepreneur devra fournir pour approbation au Maître d'Œuvre et au coordonnateur SPS un plan d'installation de chantier indiquant les accès, les zones de stockage, les contraintes particulières, etc.

NOTA : L'entrepreneur portera une attention particulière lors de son étude afin de prévoir toutes sujétions :

- Pour l'approvisionnement et le stockage des matériaux, matériels.
- Pour l'évacuation des gravats et produits de démolitions.
- **lot 03a Gros Œuvre doit le nettoyage quotidien du site sur l'ensemble des zones après démolitions et en fin de chantier.**

Pour l'exécution des travaux sur l'ensemble de l'opération une base vie comprenant une salle de réunion, des locaux sanitaires, des vestiaires, un réfectoire et une aire de stockage sera mise en place par le lot gros œuvre sur la cours voisine de la cours d'Honneur. Face à la future extension du PCI.

Les entreprises ne seront pas autorisées à stationner de véhicule sur cette base vie cependant il pourra être approvisionner un container de stockage fermant à clé.

A partir de cette base vie les entreprises se rendront dans les bâtiments, par les accès principaux. Les interventions nécessaires devront être réalisées en présence d'un surveillant de l'établissement

Les interventions nécessaires en dehors des zones de chantier fermées par les cloisons provisoires devront être réalisées en présence d'un personnel de l'établissement.

3.2.1 Sécurité des chantiers et protections de la santé

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à l'organisation d'une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs conformément au PGC SPS.

Les coordonnés de l'organisme désigné par le Maître d'Ouvrage pour assurer cette coordination sont précisées dans le CCAP.

L'entrepreneur est tenu de suivre les prescriptions et les commandements du Coordonnateur SPS. Celui-ci a reçu entière délégation de pouvoir de la part du Maître d'Ouvrage pour cette mission.

En cas d'inobservation par l'Entrepreneur des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs du Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur peut prendre aux frais de l'Entrepreneur les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable. A ce titre, le Coordonnateur peut aussi décider d'arrêter tout ou partie du chantier.

L'intervention du Coordonnateur ou du Maître d'Œuvre en matière de sécurité et de protection de la santé ne dégage pas la responsabilité de l'Entrepreneur.

Obligations de l'entrepreneur

Il doit communiquer directement au Coordonnateur SPS :

- *Le PPSPS, suivi d'avenants, pendant la période de préparation*
- *Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,*
- *La liste tenue à jour de son personnel présent sur le chantier,*
- *Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants pour agrément, lesquels devront transmettre leur PPSPS ,*
- *La copie des déclarations d'accident du travail,*
- *Le plan d'Installation de chantier.*

3.2.2 Horaires de chantier

En fonction des contraintes du personnel de l'établissement pénitentiaire. En principe les horaires habituels sont les suivants : 8h00-12h00 et 13h00 16h30 à confirmer en période de préparation.

3.2.3 Autorisations administratives

L'entrepreneur fait son affaire de la demande et de la prise en charge des frais droits et taxes administratives nécessaires à l'exécution de ses travaux, telles qu'occupation temporaire du domaine public ou privé, permissions de voirie.

3.2.4 Voies de circulation

La réalisation des travaux ne devra pas occasionner de dépôt de quelque produit que ce soit (boue, vase, eau, ...) sur les voies ouvertes à la circulation et au stationnement des véhicules. L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour assurer le nettoyage de celles-ci.

L'entrepreneur doit le maintien total et intégral de la circulation et de l'activité du personnel pénitentiaire.

3.2.5 Propreté et nettoyage

Les emprises concernées par les travaux, ainsi que leurs abords devront être maintenues en parfait état de propreté, moyennant un nettoyage quotidien à la diligence de chaque entreprise. Dans tous les cas, il sera interdit de déverser dans le réseau de collecte des eaux pluviales et usées des liquides et des matériaux quels qu'ils soient. Les eaux usées, peintures, solvants, détergents, granulats, etc, seront récupérés et évacués vers des installations de collecte agréées au frais de l'entrepreneur.

3.3 Installation de Chantier

Les plateformes et voiries compactées et tranchées et raccordements sur les réseaux existants nécessaires à l'installation de chantier sont à la charge du **lot 03a Gros Œuvre**. L'entretien des plateformes et voiries sont à la charge **lot 03a Gros Œuvre**. **pendant toute la durée du chantier. Le lot Démolition, Amiante**. doit également les premiers cantonnements de chantier tant que la base vie n'est pas active.

L'installation commune de chantier est à la charge du **lot 03a Gros Œuvre**. Sa sécurisation et son entretien sont sous la responsabilité **et à la charge du lot 03a Gros Œuvre**. les surveillants en charge d'accompagner et de suivre le chantier doivent posséder les clefs de toutes les installations et engins restants sur le site. Le stockage, le tri et l'évacuation de **tous les déchets** sont sous la responsabilité et à la charge du **lot 03a Gros Œuvre**. Les dépenses communes pour le bon fonctionnement de cette installation de chantier font l'objet d'un compte prorata sous la gestion du **lot 03a Gros Œuvre**. Sa description se trouve dans le CCTP du **lot 03a Gros Œuvre**.

Les tours d'accès en façades sont à la charge et sous la responsabilité du **lot 01 Démolition, Amiante et Gros Œuvre**. Leurs sécurisation et entretien et déplacements sont sous la responsabilité **et à la charge du lot 03a Gros Œuvre**,

Les aires de stockage et de préfabrication seront définies en accord avec le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS et le Maître d'Ouvrage. Elles seront parfaitement maintenues en bonne état tant d'un point de vue de leur stabilité que de leur assèchement.

Les manœuvres des engins de manutention utilisés sur le chantier devront tenir compte des ouvrages existants à proximité immédiate de la zone de travaux et du chemin de ronde.

Tout dispositif, outillages et matériel entrant sur le site fera l'objet d'un inventaire et sera soumis à l'accord préalable de l'établissement.

Un constat d'huissier faisant état des immeubles, clôtures et autres ouvrages existants devra être diligenté au frais de l'entrepreneur avant le début des travaux.

Chaque entreprise est responsable de l'approvisionnement et du levage de ses charges par un engin de levage sous sa responsabilité et dimensionné pour atteindre les plateformes de livraison à chaque étage. Il en est de même pour l'acheminement des charges dans les locaux à aménager ; attention aux surcharges d'exploitation admissibles sur les planchers qui sont comprises entre 150 et 250 daN/m². Le stockage sur les plateformes extérieures ne pourra jamais excéder 12H00 et devra respecter les capacités portantes admissibles fixées par le **lot 03a Gros Œuvre**.

3.4 **Déchets de Chantier**

L'entreprise titulaire du **lot 03a Gros Œuvre**, dans le cadre du compte prorata est seule responsable de la gestion et de l'élimination de ses déchets de chantier, qu'il s'agisse de déchets produits par ses personnels ou de déchets produits par la conduite des travaux ou la construction des ouvrages.

La collecte, le tri et l'élimination des déchets de chantier seront conformes aux dispositions des articles L.541.1 à L.541.8 du Code de l'Environnement.

Ainsi, l'entreprise identifiera la nature et la quantité des déchets produits sur le chantier et précisera les moyens mis en œuvre pour :

- la collecte et le tri des déchets produits sur le chantier,
- le stockage temporaire sur chantier,
- l'enlèvement et le transport jusqu'aux unités de traitement / valorisation ou le centre d'enfouissement technique en cas de déchets ultimes,
- les filières de traitement / valorisation avec indication des entreprises qui en seront chargées.

L'entreprise précisera aussi les mesures prévues pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets produits.

Si besoin, l'entrepreneur fera une déclaration de transport des déchets en préfecture du département.

A la demande du Maître d'œuvre, l'entrepreneur devra pouvoir justifier de la destination de ses déchets.

Il est donné ci-après, à titre informatif, une liste non exhaustive des déchets susceptibles d'être produits sur le chantier :

- ordures ménagères et déchets domestiques assimilés,
- produits de décantation et déshuilage,
- produits de curage de fossés,
- produits de démolition de bâtiment : ouvrages de génie civil, clôtures, équipements divers, déchets de bétons,
- déchets / excédents de matériaux routiers : graves crues ou traitées, bétons bitumineux, émulsions de bitume, fraisats,
- déchets de ferraillasses et armatures,
- huiles de vidange, hydrocarbures,
- palettes et emballages,
- chutes de géotextiles et géomembranes,
- déchets verts : arbres et arbustes, souches, terre végétale,
- déchets de ferraillasses et armatures,
- chutes de canalisations en : béton, PVC, PEHD.

3.5 **Protection des ouvrages**

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur la protection efficace qu'il doit prévoir sur les ouvrages existants conservés, pendant l'exécution de ses travaux pour éviter toute souillure des autres parois.

L'entrepreneur du présent lot devra effectuer une reconnaissance préalable des supports et sera tenu de signaler au maître d'œuvre ceux qui ne sembleraient pas offrir une garantie suffisante pour la bonne mise en œuvre de ses matériaux.

Mesure de protection et de sécurité

Il est conseillé aux entrepreneurs de demander tout renseignement complémentaire aux différents services publics ou organismes concernés, Maître d'Œuvre avant la remise des offres et, en particulier, l'entrepreneur devra se conformer aux ordres de l'Etablissement Pénitentiaire en ce qui concerne le bruit les vibrations, et la sécurité de jour comme de nuit.

L'entrepreneur restera seul et entièrement responsable de tous les accidents ou dommages causés ou survenant, tant à son personnel qu'aux tiers, du fait de l'exécution de ces travaux.

Il devra prendre toutes dispositions pour que son intervention ne mette pas en péril la stabilité des ouvrages existants (vibrations, chocs) et le bon fonctionnement des ouvrages conservés notamment canalisations des bâtiments conservés.

Pendant la durée des travaux, la protection d'ouvrages conservés tels que l'alimentation d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, de chauffage ainsi que les réseaux d'évacuation EU/EP est à prévoir avec attention.

3.6 Compte prorata

Toutes les entreprises participent au compte prorata sous la gestion du présent **lot 03a Gros Œuvre** - désamiantage et conformément aux articles du Cahier des Prescriptions Communes.

Seront notamment pris en compte par le compte prorata :

- Les dépenses communes d'énergie.
- L'entretien de la base vie.
- Le nettoyage des zones travaux à la demande du Maître d'œuvre et de l'OPC et sans préavis.
- L'élimination des déchets et les rotations de bennes à déchets DIB.
- La mise à disposition d'équipements et matériels nécessaires à la mission VISA, DET et AOR du Maître d'œuvre et à la mission de l'OPC (bureaux, armoires sécurisées, EPI, imprimante, consommables, ...).

4 CONDITIONS DU CONTROLE DE L'EXECUTION

4.1 Contrôle extérieur

Au cours de l'exécution des travaux, le maître d'œuvre, dans le cadre de son contrôle extérieur et sans dispenser l'entreprise de son contrôle interne, sauf disposition contraire du fascicule 65 du CCTG et du présent marché, procédera à des contrôles. Ils pourront avoir lieu à son initiative en usine et/ou sur chantier. Ils seront à la charge du maître d'ouvrage mais ne sauraient néanmoins limiter en aucun cas la responsabilité de l'entreprise.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de se faire assister par un ou plusieurs organismes extérieurs tant au niveau du visa des études d'exécution que pour l'agrément de la réception des fournitures ou le contrôle de l'exécution des travaux.

Ces contrôles extérieurs ne dispensent pas l'entreprise de son contrôle interne. Ils peuvent d'ailleurs porter sur l'efficacité du contrôle interne.

4.2 Etudes d'exécution - Généralités

Les études d'exécution sont à la charge de chaque entreprise attributaire. Elles devront impérativement être réalisée pendant la période de préparation, tout retard du fait de l'entreprise fera l'objet d'application des pénalités inscrites au CCAP.

Les études d'exécution comprennent :

- Une note d'hypothèses définissant les bases des études d'exécution,
- Les documents d'exécution des ouvrages définitifs.

Les notes de calculs électroniques doivent être accompagnées d'une note de synthèse manuelle qui récapitule :

- Les hypothèses et données introduites dans le programme,

- Les principes généraux du fonctionnement du programme,
- Les principaux résultats obtenus et leur interprétation.
- Plans d'implantation et descente de charges, de réservations pour les autres corps d'états,

Les plans d'exécution doivent indiquer les dispositions constructives liées aux hypothèses de calcul (à titre d'exemples : états de surface permettant l'obtention du coefficient de frottement pris en compte, finitions des assemblages, etc...).

La note définissant les bases des études d'exécution rappelle l'ensemble des prescriptions de calcul fournies dans le présent marché et les complète au besoin suivant les propositions techniques de l'entrepreneur.

Les plans du dossier d'appel d'offre définissent le type des éléments à mettre en œuvre avec leurs dimensions minimales.

Ces propositions ne doivent pas remettre en cause les clauses du marché et sont conformes aux directives de conception et de calcul en vigueur.

Les plans d'exécution pour chaque lot concerné par le présent cahier seront fournis au format DWG et PDF.

4.3 Bases des études d'exécution

La note définissant les bases des études d'exécution rappelle l'ensemble des prescriptions de calcul fournies dans le présent marché et les complète au besoin suivant les propositions techniques de l'entrepreneur.

La note précise notamment les enrobages prévus pour toutes les parties d'ouvrage, les hypothèses de surcharges d'exploitation et climatiques et de sécurité pénitentiaire.

Ces propositions ne doivent pas remettre en cause les clauses du marché et sont conformes aux directives de conception et de calcul en vigueur.

4.4 Dossier de recollement de l'ouvrage

Le dossier de récolement comprend 3 exemplaires papiers et 2 exemplaires sur clefs USB, outre les documents listés au A4.2.3 de la norme NF EN 13670, les documents suivants :

- Le programme et le calendrier réel d'exécution des travaux,
- Les comptes-rendus d'incidents et les calculs éventuels les accompagnants,
- Les plans et notes de calculs mis à jour et conformes à l'exécution aux formats aux formats DWG et PDF.
- A fournir en 3 exemplaires papiers et 3 clefs USB avec fichiers aux formats DWG et PDF.

4.5 Autocontrôle et dispositions générales

Les travaux comprennent tout ce qui est indiqué au descriptif, ainsi qu'aux plans, coupes et élévations dressés par Le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur reconnaît avoir suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être oubliés.

Si quelques détails ou arrangements nécessaires à l'accomplissement et au parfait achèvement des ouvrages avaient été omis ou imparfaitement expliqués dans le texte du devis descriptif, la fourniture et l'exécution de ces articles sont dès à présent imposés à l'entrepreneur qui ne pourra prétendre à aucune espèce de supplément de prix, la commune intention des parties étant de prendre toutes dispositions utiles pour exécuter les ouvrages désignés selon les règles de l'art et obtenir une réalisation parfaite en tous points.

Il est spécifié également à l'entrepreneur qu'aucun matériau, autre que ceux indiqués ci-avant, ne sera mis en œuvre. S'il avait été employé d'autres matériaux que ceux prévus à l'exécution de certains ouvrages, sans accord préalable sur ceux-ci, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'en demander la démolition, quelle qu'en soient l'importance et les conséquences pour l'entrepreneur. Le dossier de récolement comprend 3 exemplaires papiers et 2 exemplaires sur clefs USB, outre les documents

L'entrepreneur devra prendre connaissance des prescriptions techniques des autres corps d'état afin de pouvoir remettre une offre en toute connaissance des travaux.

Il devra également faire part de toutes les préconisations nécessaires aux autres corps d'état pour la mise en place des différents ouvrages.

5. OUVRAGES PROVISOIRES

5.1 Classement des ouvrages provisoires et étalements

En même temps qu'il remettra le programme d'exécution, l'entrepreneur est tenu de remettre la liste répartissant les ouvrages provisoires entre les deux catégories définies à l'article 41.2 du fascicule 65 du CCTG.

Le phasage des travaux proposés par l'entrepreneur devra clairement identifier les différents types d'ouvrages provisoires prévus.

Les ouvrages provisoires feront l'objet d'une étude d'exécution et de méthodes soumis au visa du maître d'œuvre.

Notamment les tours d'accès matériaux et personnels disposées en façades de l'établissement feront l'objet d'une attention particulière de l'entrepreneur du lot 01 Gros-Œuvre et démolitions. Un plan d'exécution précis et une justification de la stabilité provisoire est exigée. La sécurisation de ces tours fera également l'objet d'un accord préalable de l'établissement et d'un contrôle périodique en référence à l'art. 6 de l'arrêté du 21 décembre 2004 par un organisme de contrôle (à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°1) avant utilisation.

5.2 Bois de coffrage – Blindages - Echafaudages

Les bois de blindage, échafaudages et supports sont choisis par l'entrepreneur dans le cadre des prescriptions de la norme NF B 52 001 et dans les catégories correspondant aux contraintes calculées.

5.3 Profilés divers pour coffrage – Blindages - Echafaudages

Les aciers utilisés seront des laminés marchands, en acier soudable, leur nuance sera soumise à l'agrément du maître d'œuvre.

Ils devront répondre aux prescriptions du titre III du fascicule 3 du CCTG. En particulier, les caractéristiques mécaniques de ces profils devront satisfaire à la norme NE EN 10025.

5.4 Autres matériaux et fournitures

Tous les autres matériaux et fournitures devront répondre aux spécifications du Cahier des Prescriptions Communes applicables aux marchés de travaux publics, ainsi qu'aux règles de l'AFNOR régulièrement homologuées.

7. REMISE DES DOCUMENTS PAR L'ENTREPRENEUR POUR LE "DOE"

Conformément aux dispositions de l'article R.4512-13 du Code du Travail et aux normes en vigueur, chaque entreprise intervenant sur un ouvrage est tenue de fournir un **DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés,)**. Ce dossier a pour objectif de garantir la sécurité et la santé des futurs intervenants sur l'ouvrage.

À ce titre, l'entreprise doit :

1. Élaborer le DOE avant la réception de ses travaux, en y incluant toutes les informations utiles sur les interventions réalisées :
 - Plans de localisation des installations et équipements concernés ;
 - Description des travaux effectués et des modifications apportées ;

- Procédures de maintenance et d'entretien spécifiques ;
 - Schémas et plans nécessaires à une intervention ultérieure en toute sécurité.
 - Notices des équipements installés
 - Certificats et attestations : Conformité aux normes et réglementations ;
Attestations de contrôle technique ou de réception des équipements.
2. Transmettre le DOE au maître d'ouvrage ou à son représentant dès la fin des travaux, et avant toute réception officielle, afin qu'il puisse être intégré au DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage) complet.
 3. Mettre à jour le DOE en cas de modifications ultérieures sur l'ouvrage ou sur les installations, afin que le dossier reste pertinent pour les interventions futures.
 4. Respecter les obligations légales et contractuelles : la non-fourniture ou la fourniture incomplète du DOE peut engager la responsabilité de l'entreprise et entraîner des réserves lors de la réception des travaux.

Le DOE constitue un outil essentiel pour assurer la sécurité des personnels intervenant sur l'ouvrage après sa réalisation et doit être considéré comme une composante obligatoire de la documentation technique remise au maître d'ouvrage.

A minima, tous les documents techniques, procès-verbaux, plans d'exécution, manuel d'utilisation et autres documents sont à fournir en :

- 3 exemplaires papier,
- 3 clefs USB avec fichiers au format PDF et DWG (pour les plans).